

INTRODUCTION

Du 21 au 23 octobre 2009, s'est tenu dans la salle de conférence de l'Hôtel Palm Beach de Ouagadougou l'atelier de formulation de la stratégie de plaidoyer et de communication de l'initiative Pauvreté- Environnement du Burkina Faso.

Cet atelier se présente comme une étape visant l'appropriation et l'acceptabilité sociale du programme de l'IPE avec l'appui d'un bureau international de communication environnementale et de développement durable : LEAD.

L'atelier a regroupé près d'une trentaine de participants représentant les différentes quelques membres du CTS, les agences de presse, les départements ministériels, les partenaires techniques et financiers, le monde de la recherche, les Associations et ONG.

L'atelier qui se veut participatif s'est donné l'objectif global de définir les bases et les points critiques de la formulation d'une stratégie de plaidoyer et de communication pour l'IPE-Burkina : cibles, champions ou ambassadeurs potentiels IPE, types de partenariats, types de messages/medias.

LA CEREMONIE D'OUVERTURE

Elle était placée sous la présidence de Monsieur le Secrétaire Permanent du CONEDD en présence de Madame Victoria Luque du Centre Pauvreté – Environnement, de Monsieur Jonathan Duwyn point Focal de l'IPE Burkina à Nairobi, du Coordonnateur National de l'IPE Burkina et des Formateurs du Bureau LEAD.

La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par une seule intervention à savoir le discours d'ouverture du SP/CONEDD.

Il d'abord souhaité la bienvenue aux participants, aux accompagnateurs du programme venus de Nairobi ainsi qu'au bureau LEAD.

Ensuite il a rappelé les enjeux de la rencontre, les objectifs ainsi que les résultats attendus à savoir :

- l'identification de cibles ; potentiels champions/ambassadeurs IPE ;
- la détermination de potentiels partenariats ;
- l'identification des différents types de messages/medias à utiliser pour la formulation d'une Stratégie de Plaidoyer et de Communication pour l'IPE-Burkina.

Il a terminé son propos en invitant les participants à un engagement et une assiduité aux travaux en vue de partager avec les experts du bureau LEAD les bonnes pratiques en matière de communication et de plaidoyer dans le contexte de la lutte contre la pauvreté et du développement durable.

Pour conclure il a adressé toute la reconnaissance du gouvernement du Burkina Faso à l'endroit du Système des Nations Unies notamment le PNUD et le PNUE qui nous ont toujours accompagnés et qui continuent de le faire dans le cadre de la mise en œuvre cohérente de l'Initiative Pauvreté-Environnement au Burkina Faso.

En ouvrant l'atelier, le Secrétaire Permanent du CONEDD a rappelé les fondements et les enjeux de l'IPE-Burkina en quelques points clés : intégration de l'environnement dans les processus de planification, approche holistique, croissance pro-pauvre, liens avec les OMD, priorités nationales.

1. OBJECTIFS DE L'ATELIER

Les objectifs poursuivis par l'atelier sont :

- identifier les cibles à tous les niveaux (gouvernement central ou décentralisé, partenaires techniques et financiers, société civile, secteur privé...)
- identifier les personnes pouvant jouer le rôle de champions/ambassadeurs IPE (capacité d'influencer les décideurs)
- définir les types de messages et de media à utiliser selon les différents contextes ;
- identifier les voies et moyens pour bâtir des partenariats solides entre l'IPE-Burkina Faso et les secteurs clés ;
- identifier les partenaires potentiels (institutions académiques, structures nationales de recherche) pouvant être impliqués dans la mise en œuvre des activités du programme dans l'objectif d'utiliser les activités de l'IPE-Burkina, comme des instruments pour la création de partenariats et assurer une approche participative pour une meilleure approbation au niveau national.

2. RESULTATS ATTENDUS(voir annexe)

- les parties-prenantes sont identifiées ;
- les champions/ambassadeurs IPE sont identifiés ;
- les procédures de recrutement des champions/ambassadeurs sont déterminées ;
- les types de messages/media sont identifiés et/ou élaborés.
-

3. PUBLIC CIBLE

L'atelier a regroupé :

- des communicateurs des medias privés publics et privés ;
- des membres du CTS ;
- des représentants des départements ministériels ;
- des représentants du monde de la recherche ;
- des représentants des Associations et ONG ;
- des personnes ressources ;

4. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET RESULTATS

L'atelier s'est déroulé selon une méthode participative et visualisée avec des séances en plénière et des travaux en sous- groupes.

4.1.1. PRESENTATION DE L'IPE EN GENERAL

Cette présentation a été faite par Monsieur Jonathan Duwyn point focal de l'IPE Burkina à Nairobi. Il a rappelé les objectifs du programme, son processus et sa démarche participative et partenariale qui nécessite donc une stratégie de plaidoyer et de communication soutenue.

L'initiative soutient les OMD et se donne les indicateurs de succès suivants :

- Intégration des liens pauvreté-environnement dans stratégies de développement national et de réduction de la pauvreté ;
- Intégration des liens pauvreté-environnement par les Ministères chargés des Finances et de la Planification dans les processus de décision budgétaire, et dans les politiques et stratégies sectorielles ;
- Intégration des liens pauvreté-environnement par les ministères sectoriels
- Participation des parties prenantes à tous les niveaux ;
- Mobilisation des ressources nationales pour investir dans pauvreté-environnement ;
- Contribution accrue des partenaires techniques et financiers ;
- Amélioration des conditions de vie des pauvres et de leur accès aux ressources naturelles.

4.1.2. PRESENTATION DE L'IPE- BURKINA FASO

Cette séquence a été présentée par Monsieur Rasmané OUEDRAOGO, coordonnateur National de l'IPE Burkina.

Les négociations du Burkina Faso avec l'IPE datent de septembre 2007, le démarrage effectif avec la phase préparatoire date de juillet 2008.

Un dispositif institutionnel a été mis sur pied à travers un Comité Technique de Suivi de 14 membres co-présidé par le secrétaire général du ministère des Finances et celui du ministère de l'Environnement.

L'IPE- Burkina Faso compte à son actif :

- la réalisation en cours de l'étude préliminaire ;
- l'organisation d'un atelier d'information et de sensibilisation et un atelier d'échanges sur l'étude préliminaire en cours et le plan d'action ;
- l'appui au MEF pour la mise sur pied de la cellule environnementale ;
- L'appui en cours au du ministère de l'économie et des finances par deux consultants (international et national) pour l'élaboration des guides sectoriels ;

Quelques leçons apprises :

- la nécessité de travailler ensemble par-dessus les clivages professionnels ;
- la nécessité de développer le travail en partenariat ;
- la nécessité de parvenir à une communication pour l'action et le développement ;
- la nécessité de renforcer les compétences des différents acteurs ;
- la nécessité de poursuivre le développement durable.

4.1.3. TRAVAUX EN SOUS-GROUPES

Les travaux en sous-groupe se sont déroulés autour de plusieurs thèmes :

- la projection sous forme de rêve de ce que sera le Burkina Faso en 2025

Le rêve défini pour le Burkina est ainsi formulé : « ***Le Burkina Faso, un pays développé, démocratique, verdoyant avec une population éco citoyenne ayant un niveau de vie décent et une souveraineté alimentaire basée sur une agriculture durable*** ».

- les moyens à mettre en œuvre pour traduire le rêve en réalité ;
- l'analyse des parties-prenantes ;
- l'identification des thèmes, des types de messages et d'informations ;
- la priorisation des acteurs et des actions ;
- la définition de l'ambassadeur idéal ;
- les procédures et critère de choix de l'ambassadeur idéal.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Après les travaux de groupes suivis de séances plénières, les participants ont adopté les recommandations suivantes pour conclure les travaux :

- 1. La création d'un Réseau des Communicateurs IPE pour accompagner la stratégie d plaidoyer,**
- 2. L'Intégration effective des liens Pauvreté Environnement dans le processus national de planification et de budgétisation nationale,**
- 3. La prise en compte effective des organisations professionnelles agricoles dans tout le processus en tenant compte des réalités du terrain,**

4. L'appui aux Organisations de la Société Civile (OSC) et les Organisations des Producteurs Agricoles (OPA) dans le processus d'information/sensibilisation et les actions concrètes afin de sortir les plus pauvres de la pauvreté tout en préservant les ressources naturelles et l'environnement.

Au regard des résultats de l'évaluation, l'atelier a pleinement atteint ses objectifs en témoigne l'assiduité des participants ainsi que les différents produits obtenus qui serviront de matériaux à l'équipe d'élaboration de la stratégie de Plaidoyer et de communication. En outre les formateurs de LEAD ont fait un travail de bonne qualité.

ANNEXES

QUELQUES OUTILS DE COMMUNICATION ET PRODUITS OBTENUS AU COURS DE L'ATELIER

Modèle Générique

A plus d'influence

Est moins touché

REVE POUR LE BURKINA FASO

Proposition 1 : Le Burkina Faso, un pays verdoyant avec une sécurité alimentaire basée sur une agriculture souveraine

Le Burkina Faso, un pays verdoyant développé, démocratique avec une population éco-citoyenne ayant un niveau de vie décent et une souveraineté alimentaire basée sur une agriculture durable.

Proposition 2 : Vision

Un Burkina Faso où 90 % de la population ont un niveau de vie décent caractérisé par une bonne couverture sanitaire, un accès à l'eau potable à l'éducation, au transport, à l'énergie, à un logement respectueux de l'environnement (absence de pollution, renforcement du couvert végétal, protection de la biodiversité).

Proposition 3 : Burkina vert

- Tous les Burkinabé éco-citoyens
- Burkina exempt de pauvreté
- Des villes avec de belles voitures non polluantes sans engins à deux roues motorisés
- Chaque Burkinabé dispose de sa propre maison
- Autosuffisance alimentaire.

Proposition 4 : Le rêve

- Un Burkina sans catastrophes naturelles = atténuation et adaptation aux changements climatiques ;
- Un Burkina sans conflits sociaux (gestion durable des ressources naturelles, gestion des gaz à effet de serre et migrations, gestion des rapports agriculteurs, éleveurs, gestion des ressources en eaux partagées ;
- Un Burkina sans pollution biocarburants, eaux potables, transports en commun, cadre de vie agréable ;
- Un Burkina sans pauvreté ;
- Un pays verdoyant, un Burkina respectueux de l'environnement ;
- Une éducation complète et généralisée ; Eau potable

Proposition 5 : 2025

Un pays développé

CARACTERISTIQUES

1. Valeurs

- Axes aux services sociaux de base à 100 % (santé, éducation)
- Bonne gouvernance (local et national)
- Infrastructure (agricole, routière, industrie) respectueuse de l'environnement

2. Comportement

- Population éco-citoyenne à 95 %
- Utilisation des énergies renouvelables à 95 %

3. Style de vie

- 95 % des burkinabé utilisent le transport en commun
- Le transport en commun utilise des véhicules consommant de l'énergie non polluante

4. Autres

- Autosuffisance alimentaire

GROUPE : AGRICULTURE DURABLE

Une Agriculture qui prend en compte les besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures tout en préservant les ressources naturelles.

Caractéristiques :

Amélioration des systèmes de production

- Mesures de défense et de restauration des sols ;
- Renforcement des capacités des acteurs sur les bonnes pratiques agricoles ;
- Utilisation d'intrants agricoles ;
- Modernisation des outils de production ;
- Intensification de l'élevage (fauche, conservation du fourrage
- Recherche.

Amélioration de la gestion des ressources naturelles

- Agroforesterie et reboisement, enrichissement des forêts naturelles
- Maîtrise des eaux de surface

Acteurs

- Gouvernements ;
- Parlement ;
- Les Partenaires Techniques et Financiers (ONG, Associations, Organisation de la Société Civile) ;
- Les OPA (Organisation des Professionnels Agricoles) ;
- Communautés de base/Acteurs décentralisés (agents de développement)
- Instituts de recherche

GROUPE : NIVEAU DE VIE DECENT

- Alimentation suffisante et équilibrée ;
- Accès au soin de santé de qualité ;
- Accès à l'eau potable ;
- Accès à un logement décent écologique ;
- Accès à l'éducation de qualité ;
- Accès à l'énergie renouvelable ;
- Cadre de vie sain, propre et sécurisé ;
- Liberté d'expression et d'opinion.

Que faire ?	Avec qui ?
Asseoir la bonne Gouvernance en matière de ressources (économiques, environnementales)	Etats, collectivités
Développer des politiques et des plans en matière de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Logement ; ▪ De transport soucieux de l'environnement ; ▪ D'éducation intégrant les aspects d'Education Environnementale ; ▪ D'énergies renouvelables à travers la vulgarisation de l'énergie solaire. ▪ Tout en tenant compte de la question genre 	Etats, collectivités
Elaborer un schéma d'aménagement du territoire en prenant en compte tous les secteurs de développement	Etat : niveau national, régional Collectivités : niveau communal
Créer des aménagements paysagers	Collectivités

Asseoir une politique d'assainissement dans les villes et les campagnes	Collectivités
Développer les modes de consommation et de production écocitoyens	OSC, citoyen, secteur privé, secteur public, collectivités et PTF
Promouvoir les bonnes pratiques agricoles d'hygiène, de transport, de consommation	ST, OSC, collectivités, PTF
Asseoir une bonne politique de développement local basé sur la Gestion des Ressources Naturelles (GRN)	Etat, collectivités, projets et programmes

GROUPE : ECO-CITOYENNETE

Comportements/Valeurs/style de vie

Définition : comportement d'un citoyen respectueux de l'environnement

I. ETAPES

- Personnes ressources ;
- Programmes/Plans d'action ;
- Outils ;
- Information/Sensibilisation/Formation (IEC)/CCC) ;
- Suivi-évaluation

II. STRATEGIES

- Leaders d'opinion, Médias, Ambassadeurs ;
- Moyens (humains, matériels, financiers, organisationnels) ;
- Chantiers-écoles (site pilote d'expérimentation)

III. ACTEURS

- Les politiques (décideurs) ;
- L'expertise ;
- Presse, médias
- Population ;
- PTF.

GROUPE : VERDOYANT

Un Burkina verdoyant = une couverture végétale de 80%.

QUE FAIRE ?

1. Elaborer et adopter les textes législatifs et réglementaires relatifs à :

- Préservation ;
- Conservation ;
- Restauration / Exploitation ;
- Aménagements, etc.

Tout en tenant compte de l'environnement et des Ressources Nationales.

2. Sensibiliser, former et informer ;
3. Veiller à l'application et au respect des textes.

AVEC QUI ?

1. Administration, les législateurs, la société civile.
2. Décideurs, la société civile, le secteur privé, la population
3. Administration, société civile, population.

GROUPE : ECONOMIE DURABLE

C'est une économie qui concilie la croissance économique, les objectifs sociaux et environnementaux.

Comment faire pour y arriver ?

- Changer le cadre budgétaire au niveau du ministère des finances et du budget ;
- L'utilisation des guides d'élaboration des politiques sectorielles ;
- Directives et mesures incitatives (exonérations fiscales) ;
- Renforcement des capacités des acteurs.

CRITERES D'ELIGIBILER DE L'AMBASSADEUR IPE

- Crédibilité du porteur
- Capacités à influence
- Degré d'engagement
- Niveau d'implication
- Capacité de mobilisation à la base
- Capacités de mobilisation des fonds
- Pouvoir et influence de la partie prenante
- Le coût de l'action.

QUEL EST LE ROLE DE L'AMBASSADEUR ?

- Sensibiliser et informer
- Plaider
- Représenter
- Convaincre, faciliter, négocier
- Mobilisation de ressources

- Mettre en synergie les différentes initiatives
- Inciter
- Motiver
- Susciter le changement
- Evaluer et rendre compte

AMBASSADEUR / DRICE

Quelles sont ces connaissances ?

- Connaissances d'ordre institutionnel (textes nationaux et internationaux) en matière d'environnement.
- Connaissances sur l'état des lieux (situation socio-économique, environnemental)
- Connaissances de l'environnement institutionnel du pays
- Connaître l'état de la Pauvreté au Burkina Faso
- Connaître la part du revenu de l'Environnement dans l'Economie des ménages
- Connaissance du récepteur (sociologie...)
- Connaissances pratiques de suivi-évaluation
- Connaissances en développement durable

AMBASSADEUR IPE

Compétences :

- Eloquent ;
- Mobilisation ;
- Diplomate ;

La nature des outils et instruments de communication

- Savoir rédiger des messages clairs et précis ;
- Expériences dans le domaine de la Gestion des Ressources Naturelles, de plaidoyer, de négociation et de réseautage
- Maîtrise des politiques nationales et des outils de planification intégrant la pauvreté environnementale
- Maîtrise des questions de pauvreté en milieu urbain et rural
- Avoir une ouverture sur le plan international
- Pertinent
- Vif,
- Force de l'argumentation
- Force de persuasion

AMBASSADEUR IPE (Groupe IV)

ATTITUDES

- Sincère, honnête, pas de fausses promesses
- Courtois, éloquent, soigneux, (vestimentaire)
- Concis dans son argumentation
- Disponible
- Engagé
- Conciliateur,
- Esprit d'ouverture
- Modeste
- Optimiste
- Crédible et exemplaire
- Humble et ambitieux
- Réflexif
- Catalyseur
- Convaincant
- Forte personnalité/Influence

AMBASSADEUR IPE (groupe V)

- ONG et associations qui s'occupent de l'environnement (NATURAMA, associations féminines)
- Chercheurs
- PTF
- Ministres
- Assemblée (parlement)
- Autorités coutumières et religieuses)
- Presse
- Les conseils villageois de développement
- Vedettes (sport, musique...) /artiste
- Secteur privé
- Organisations Professionnelles et Agricoles (OPA)
- Ecoles et lycées
- Elus locaux – maires/AMBF
- Anciens chefs d'Etat
- Barreau/Bâtonnier

Comment les recruter ?

- Tenir compte de son niveau d'engagement pour l'IPE
- Connaissance du sujet
- Position et influence
- Recrutement par cooptage
- Sa réputation
- Ses réalisations
- Sa disponibilité
- Par désignation

- Appel au volontariat

PARTIES PRENANTES PRINCIPALES

Présidence du Faso :

- Engagements Nationaux ;
- Secrétariat Permanent du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).

Premier Ministère :

- Département du Développement Durable ;
- Direction de la Communication.

Assemblée Nationale :

- Commission Environnement ;
- Commission Budget.

Conseil Economique et Social (CES) ;

CAPES ;

Ministère chargé de l'analyse et de la Prospective

Ministères :

Ministère de l'Economie et des Finances :

- Direction Générale du Budget
- Direction Générale de la Coopération
- Direction Générale de l'Economie et de la Planification

Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie ;

Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques ;

Directeurs de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM) des différents ministères.

Ministère des Ressources Animales ;

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;

Ministère de la Santé ;

Ministère des Mines, des Carrières et de l'Énergie ;

Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale :

- SP/CONASUR
- Coordination des associations Féminines

Ministère de la Communication, du Tourisme et de la Culture ;

CNRST/INERA ;

Organisation de la Société Civile (OSC) ;

Confédération Paysanne du Faso (CPF) ;

Secrétariat Permanent des ONG ;

Partenaires Techniques et Financiers (PTF) :

- FAO
- PNUD
- Coopération Luxembourgeoise
- Coopération Danoise
- Coopération Japonaise

Niveau Local

Gouverneurs ;

Conseils Régionaux ;

Services techniques (agriculture, élevage, environnement) ;

Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) ;

Association du Conseil Régional (ACR) ;

Santé ;

Action Sociale, etc.

ONG/Associations.

PROVINCES

Différentes structures techniques de l'administration et des organisations locales.

Communes :

- Maire et conseil municipal ;

- Organisations communautaires de base de femmes, de jeunes ;
- CVD.

Outils d'évaluation de l'efficacité du processus d'intégration

Critères	Echelle					Questions pour l'évaluation
	1	2	3	4	5	
						<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que le leadership politique apporte son appui aux questions

1. Leadership politique					<p>environnementales ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que des personnalités-clefs au sein du gouvernement sont chargées des responsabilités environnementales ?
2. Engagement institutionnel					<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il des institutions spécifiquement chargées de la gestion environnementale ? • Sont-elles engagées dans l'intégration environnementale ? • Les institutions chargées de la planification et des finances sont-elles engagées au même degré dans l'intégration environnementale ? • Les institutions amènent-elles leur personnel à adopter une culture intégrationniste ? • Est-ce que le financement pour le processus d'intégration croît ?
3. Coordination					<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il une institution chargée de la coordination de l'intégration environnementale ? • Bénéficie-t-elle de personnel qualifié, en nombre suffisant et d'appuis techniques ? • Y existe-t-il des comités et des groupes de travail sur l'intégration environnementale ? • Ont-ils engrangé des succès notables dans leur plaidoyer sur les questions environnementales ?
4. Participation					<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que la planification se fait de manière participative ? • Est-ce que les bénéficiaires directs y participent ? • Existe-t-il un plan pour évaluer le rapport coût/efficacité du processus participatif/consultatif ?
5. Communication/rapport					<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il de systèmes de communication fonctionnels et réguliers entre les institutions et groupes impliqués dans l'intégration ? • Les acteurs partagent-ils des informations sur les bonnes pratiques en matière d'intégration ? • Est-ce que les médias diffusent les bonnes pratiques nouvelles ?

6. Formation/orientation du personnel					<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que le personnel reçoit une formation avant d'entreprendre l'intégration ? • Reçoivent-ils une orientation donnée par des experts en intégration environnementale ? • Existe-t-il des Guides/ lignes directrices pour le personnel ?
7. Prise de conscience/Sensibilisation					<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que tous les membres du personnel des organisations chargées des initiatives d'intégration ont conscience de son importance et de ses étapes? • Qu'en est-il du grand public ? • Est-ce que des campagnes de sensibilisation sont conduites en direction des leaders politiques ?
8. Evaluation					<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que les impacts potentiels sont évalués ? • Est-ce que les potentielles opportunités de développement liées aux ressources naturelles sont évaluées ? • Est-ce que les défis environnementaux, économiques et sociaux liés à l'exploitation des ressources ou au développement dans ces domaines sont évalués ?
9. Outils d'intégration					<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il des outils d'intégration environnementale ? • Sont-ils utilisés effectivement ? • Les utilisateurs bénéficient-ils de formation ?
10. Durabilité nationale/locale					<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il des stratégies de durabilité/pérennité ou plans environnementaux aux niveaux national et local (ex. département) ?
11. Cibles/objectifs/indicateurs					<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que des indicateurs de base pour mesurer l'intégration ont été développés ? • Est-ce que les objectifs ont été clairement définis ? • Est-ce que les indicateurs de cible se retrouvent effectivement dans les canevas de planification respectifs ?
12. Allocation des dépenses et financement réalisé					<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que des budgets ou des mécanismes de financement sont clairement annexés aux différents

						plans ? <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que les budgets approuvés sont effectivement exécutés • Est-ce que des enquêtes sont régulièrement conduites pour identifier la dépense publique ?
13. Monitoring/audit						<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que le système de monitoring prend en compte les questions d'intégration environnementale ? • Existe-t-il suffisamment de rapports sur les questions d'intégration environnementale ? • Existe-t-il une culture de partage des TDR pour le recrutement des consultants chargés de la revue de l'intégration longtems à l'avance ?

ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

Etude des cas

GROUPE I :

A Ouagadougou les gens souffrent beaucoup d'affections respiratoires. On estime à 18% le nombre de consultations médicales sur les affections des voies respiratoires. La principale cause est la poussière et l'émission des gaz polluants dus aux engins à deux roues et aux voitures d'occasion. Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par ce problème.

GROUPE II :

Le paludisme est omniprésent dans les villes comme dans les campagnes à cause des mauvaises conditions d'hygiène dues au traitement des ordures ménagères et aux eaux sales qui favorisent la prolifération des moustiques. Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par ce problème de santé.

GROUPE III :

L'augmentation du cheptel et les besoins croissants des populations en terre cultivables réduisent au fil des années l'espace pastoral au profit de l'espace agricole. Cette situation exacerbe les conflits entre agriculteurs et éleveurs qui se traduisent souvent par des drames. Cas de la région du centre Sud en 2008.

Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par ce conflit

GROUPE IV :

La ville de Ouagadougou a connu au début du mois de septembre 2009 de graves inondations qui ont causé des dégâts humains et matériels importants.

Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par cette catastrophe naturelle.

GROUPE V :

Le lac Bam se situe au centre du Burkina Faso, dans la province du même nom, une centaine de kilomètres au nord de Ouagadougou, en limite de la zone sahélienne.

Le plan d'eau, essentiel pour l'économie de la région, est menacé par l'envasement. Il a déjà perdu le tiers de sa profondeur depuis 25 ans, et pourrait s'assécher complètement d'ici une vingtaine d'années. Sur le pourtour du lac, les terres sont exploitées en saison pluvieuse pour les cultures vivrières (mil, sorgho), et en saison sèche pour les cultures maraîchères. Kongoussi, chef-lieu de la province du Bam, est appelé « la capitale du haricot vert ». Mais les techniques employées, trop près des rives, seraient responsable du dépôt de 13 millions de mètres cubes de boue chaque année. La vie du lac est menacée par cette exploitation intensive qui a entraîné le déboisement de ses berges. Aujourd'hui, sans la flore comme protecteur naturel, il inonde à chaque saison des pluies les champs et les villages riverains. Les ressources de la pêche sont également en déclin rapide, à cause d'un usage inapproprié des produits agricoles.

Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par ce problème.

Résultats des travaux de Groupes

Les différents groupes ont utilisé les outils d'analyse suivants pour identifier les parties prenantes : F, H, K.

ETUDE DE CAS
<p><u>GROUPE I :</u></p> <p>A Ouagadougou les gens souffrent beaucoup d'affections respiratoires. On estime à 18% le nombre de consultations médicales sur les affections des voies respiratoires. La principale cause est la poussière et l'émission des gaz polluants dus aux engins à deux roues et aux voitures d'occasion.</p> <p>Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par ce problème.</p>

Parties prenantes		
1. Gouvernorat 2. Parlement 3. Importateurs de véhicules d'occasion 4. Pollueurs 5. Responsables d'établissements sanitaires		

ETUDE DE CAS		
<u>GROUPE II :</u>		
<p>Le paludisme est omniprésent dans les villes comme dans les campagnes à cause des mauvaises conditions d'hygiène dues au traitement des ordures ménagères et aux eaux sales qui favorisent la prolifération des moustiques.</p> <p>Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par ce problème de santé.</p>		
Parties prenantes		

ETUDE DE CAS

GROUPE III :

L'augmentation du cheptel et les besoins croissants des populations en terre cultivables réduisent au fil des années l'espace pastoral au profit de l'espace agricole. Cette situation exacerbe les conflits entre agriculteurs et éleveurs qui se traduisent souvent par des drames. Cas de la région du centre Sud en 2008.

Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par ce conflit

Parties prenantes

Beaucoup de pouvoir et d'intérêt/Gouvernement Beaucoup d'influence et plus touché /Parlement Etendue de l'impact /PTF Degré d'engagement / Acteurs décentralisés Résultat à terme / Communauté à la base		
--	--	--

ETUDE DE CAS**GROUPE IV :**

La ville de Ouagadougou a connu au début du mois de septembre 2009 de graves inondations qui ont causé des dégâts humains et matériels importants.

Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par cette catastrophe naturelle.

Parties prenantes

Beaucoup d'influence, plus de pouvoir et beaucoup d'intérêt :	Beaucoup d'influence et plus touchés :	Capacité d'influence :		
ministres, comité de crise, député	le maire central et maires	médias, PTF, organisations humanitaires		

	d'arrondissement			
--	------------------	--	--	--

ETUDE DE CAS

GROUPE V :

Le lac Bam se situe au centre du Burkina Faso, dans la province du même nom, une centaine de kilomètres au nord de Ouagadougou, en limite de la zone sahélienne. Le plan d'eau, essentiel pour l'économie de la région, est menacé par l'envasement. Il a déjà perdu le tiers de sa profondeur depuis 25 ans, et pourrait s'assécher complètement d'ici une vingtaine d'années. Sur le pourtour du lac, les terres sont exploitées en saison pluvieuse pour les cultures vivrières (mil, sorgho), et en saison sèche pour les cultures maraîchères. Kongoussi, chef-lieu de la province du Bam, est appelé « la capitale du haricot vert ». Mais les techniques employées, trop près des rives, seraient responsables du dépôt de 13 millions de mètres cubes de boue chaque année. La vie du lac est menacée par cette exploitation intensive qui a entraîné le déboisement de ses berges. Aujourd'hui, sans la flore comme

protecteur naturel, il inonde à chaque saison des pluies les champs et les villages riverains. Les ressources de la pêche sont également en déclin rapide, à cause d'un usage inapproprié des produits agricoles. Utilisant un des outils vus dans cet atelier, faites une analyse des parties-prenantes concernées par ce problème.

Parties prenantes		
Directions régionales de (l'agriculture, de l'environnement, de l'élevage) Autorités locales Coopératives maraîchères Populations riveraines du lac BAAM (agriculteurs) 1. Institut de recherche		

Groupe : Santé

1. Assemblée Nationale,
2. Ministère de l'Economie et des Finances
3. Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie
4. Partenaires Techniques et Financiers
5. Médias

Groupe : Inondation

1. Beaucoup d'influence, plus de pouvoir et beaucoup d'intérêt : ministres, comité de crise, député
2. Beaucoup d'influence et plus touchés : le maire central et maires d'arrondissement
3. Capacité d'influence : médias, PTF, organisations humanitaires
4. Niveau d'implication :
 - Communauté à la base
 - Leader d'opinion
 - Autorités coutumières et religieuses

Groupe : Pollution

6. Gouvernorat
7. Parlement
8. Importateurs de véhicules d'occasion
9. Pollueurs
10. Responsables d'établissements sanitaires

Groupe : Lac BAAM

2. Directions régionales de (l'agriculture, de l'environnement, de l'élevage)
3. Autorités locales
4. Coopératives maraîchères
5. Populations riveraines du lac BAAM (agriculteurs)
6. Institut de recherche

Groupe : conflit agriculteurs/éleveurs

1. Beaucoup de pouvoir et d'intérêt / Gouvernement
2. Beaucoup d'influence et plus touché / Parlement
3. Etendue de l'impact / PTF
4. Degré d'engagement / Acteurs décentralisés
5. Résultat à terme / Communauté à la base

Partie prenante	3 SWIFT-Clés	Qui entretient la meilleure relation avec la partie prenante ?
Ministres	<ol style="list-style-type: none">1. Le changement climatique est une réalité. Il faut l'inclure dans nos politiques de développement.2. Asseoir une synergie d'action pour la	<ul style="list-style-type: none">• PTF

	protection de notre environnement en vue de lutter efficacement contre la pauvreté.	
Députés	<ol style="list-style-type: none"> 1. La valorisation des Ressources Naturelles participe de l'accroissement de l'économie nationale et la lutte contre la pauvreté. 2. La dimension environnementale dans les programmes et projets est un déterminant pour un Développement Durable 	<ul style="list-style-type: none"> • Habitants de la ville • Parents • Amis
Populations sinistrées	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les communautés à la base tirent l'essentiel de leur revenu des ressources naturelles. 2. Protéger, valoriser et promouvoir des ressources naturelles est un devoir citoyen 	<ul style="list-style-type: none"> • Citoyens
Maire	<p>L'aménagement et la gestion du territoire communal doit intégrer les aspects environnementaux.</p> <p>Un budget communal doit prendre en compte la protection de l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • citoyen

Partie-prenante	3 SWIFT-Clés	Qui entretient la meilleure relation avec la partie-
------------------------	---------------------	---

		prenante ?
	1. 2. 3.	
	1. 2. 3.	

Partie-prenante	Thème	Type de message
Ministres	Lien entre pauvreté- environnement	Message d'engagement Incitation à l'action

Députés	Législation environnementale	Message d'engagement

TERMES DE REFERENCE

**de l'atelier sur la stratégie de communication et de plaidoyer sur
l'Initiative Pauvreté- Environnement au Burkina Faso (IPE-BF)**

(Ouagadougou, 21, 22 et 23 octobre 2009)

CONTEXTE

Le Burkina Faso a entrepris la mise en œuvre de la phase préparatoire de l'Initiative Pauvreté-Environnement dénommée IPE- Burkina avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le

Développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

Les objectifs de l'IPE consistent à intégrer les questions environnementales dans les processus de planification et de budgétisation afin de favoriser la croissance pro-pauvres et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) tout en respectant les priorités nationales en termes de développement.

A cet effet les points d'entrée identifiés par l'IPE-Burkina sont :

- la formulation de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (révision du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté) et la formulation du Programme d'Actions Prioritaires correspondant ;
- la formulation du Programme Sectoriel de Développement Rural Productif (PROSDRP) et le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) correspondant.

Ce processus a permis sur la base des données et informations existantes d'élaborer :

1. un rapport d'étude préliminaire comportant deux parties distinctes :
 - *un état des liens Pauvreté- Environnement au Burkina Faso ;*
 - *une analyse du contexte institutionnel et des politiques environnementales et de développement durable au Burkina Faso ;*
2. un plan d'action et les mécanismes de mise en œuvre associés pour assurer l'intégration de l'environnement (liens P-E) dans les processus de planification et leur budgétisation au Burkina Faso pour une phase initiale de trois ans.

Ces deux cadres nationaux de références, de par leur caractère transversal et leur relation étroite avec la sphère de planification et d'allocation de ressources budgétaires, constituent des points de passage obligé pour influencer les processus de décisions en ce qui concerne la prise en compte des liens Pauvreté- Environnement.

Pour une appropriation du processus à l'effet de garantir une acceptabilité sociale du programme, il est prévu ***l'organisation d'un atelier pour l'élaboration de la stratégie de plaidoyer et de communication sur l'IPE/BURKINA FASO*** avec l'appui d'un bureau international de communication environnementale et de développement durable.

Cet atelier aura lieu à **Ouagadougou** les **21,22 et 23 octobre 2009**. Il s'agit d'un atelier participatif qui devra permettre de définir les bases et points critiques (cibles, potentiels champions/ambassadeurs IPE, potentiels partenariats, type de messages/medias...) pour la formulation d'une Stratégie de Plaidoyer et de Communication pour l'IPE-Burkina. Sur la base des résultats de cet atelier, un consultant national sera chargé d'élaborer une stratégie de plaidoyer et de communication pour l'IPE-Burkina.

OBJECTIFS DE L'ATELIER

Les objectifs poursuivis par l'atelier participatif pour l'élaboration de la stratégie de plaidoyer et de communication sont :

- identifier les cibles à tous les niveaux (gouvernement – central ou décentralisé, partenaires techniques et financiers, société civile, secteur privé...);
- identifier les personnes pouvant jouer le rôle de champions/ambassadeurs IPE (des personnes-issues du gouvernement, des partenaires techniques et financiers, de la société civile, du secteur privé, des medias ayant un réel pouvoir d'influence sur les décideurs) ou identifier où se trouvent ces personnes (dans les institutions, départements, directions...);
- définir les types de messages et de media à utiliser selon les différents contextes;
- identifier les voies et moyens pour bâtir des partenariats solides entre l'IPE-Burkina et les secteurs clés;
- identifier les partenaires potentiels (institutions académiques, structures nationales de recherche) pouvant être impliqués dans la mise en œuvre des activités du programme dans l'objectif d'utiliser les activités de l'IPE-Burkina, comme des instruments pour la création de partenariats et assurer une approche participative pour une meilleure appropriation au niveau national.

RESULTATS ATTENDUS

Les bases et points critiques (cibles, potentiels champions/ambassadeurs IPE, potentiels partenariats, type de messages/medias...) pour la formulation d'une Stratégie de Plaidoyer et de Communication pour l'IPE-Burkina sont développés.

METHODOLOGIE

L'atelier sur la stratégie de communication se déroulera en séances plénières et en travaux de groupes.

PARTICIPANTS

_ L'atelier sur la stratégie de communication regroupera trente (30) participants composés de communicateurs des média publics et privés ainsi que de personnes ressources.

DATES ET LIEUX

L'atelier sur la stratégie de communication aura lieu les **21, 22 et 23 octobre 2009 à partir de 9h 00 à Ouagadougou à l'Hôtel Palm B**

PROGRAMME DE L'ATELIER IPE BURKINA FASO SUR LA PREPARATION DE LA FORMULATION DE LA STRATEGIE DE PLAIDOYER ET DE COMMUNICATION

*(Ouagadougou, les 21, 22 et 23 octobre 2009)
Hôtel Palm Beach*

Jour I: 21 octobre 2009 Résultats attendus: Construction de consensus	Jour II: 22 octobre 2009 Résultats attendus: Identification de: 1. Thème, type d'information, type de messages et type de media pour chaque	Jour III: 23 octobre 2009 Résultats attendus: Identification des partenaires et plan d'action 1. Pour chacun des objectifs
--	---	--

<p>1. Compréhension commune de l'IPE: But, objectifs, état de l'expérience, défis et opportunités</p> <p>2. Processus IPE au Burkina Faso: Vision commune des impacts et succès</p> <p>3. Stratégie de plaidoyer et de Communication IPE: Quelles cibles ? Pourquoi ?</p>	<p>cible de la stratégie de plaidoyer et de communication IPE</p> <p>2. Potentiels ambassadeurs IPE (ou secteurs où les pêcher) dans les secteurs publics (administration publique) et privés, (société civile, bailleurs de fonds basés dans le pays, entreprises, media, etc.), leurs rôles, besoins et objectifs</p>	<p>et activités de l'IPE-Burkina, les partenaires-clefs et les types de partenariat à établir sont identifiés, en ayant la certitude de l'existence de synergies entre nous et des projets/initiatives P-E en cours</p> <p>2. Des recommandations et suggestions concrètes en termes d'activités concrètes de plaidoyer et de communication pour l'IPE-Burkina y compris un plan de renforcement des capacités tenant compte du Plan d'action de l'IPE-Burkina sont identifiées/formulées.</p>
<p>Matinée: Contexte et objectifs Pourquoi sommes-nous ici? Qu'est-ce que l'IPE? Quels succès et quelles leçons apprises ?</p> <p>Objectifs et structuration de l'atelier</p>	<p>Matinée: Qui est l'ambassadeur IPE idéal? Quelles attitudes, connaissances, habiletés, aptitudes, etc., pour surmonter les défis et opportunités identifiés hier?</p>	<p>Matinée : Développer une stratégie de communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cibles • Partenaires-clefs • Messages • Programmation • Canaux • Porteur du message
<p>Qui est qui?</p>	<p>Cartographie et analyse des parties prenantes</p>	<p>Suite</p>
<p>PAUSE DEJEUNER</p>	<p>PAUSE DEJEUNER</p>	<p>PAUSE DEJEUNER</p>
<p>Le Burkina Faso dont nous rêvons Que serait le Burkina Faso si l'IPE réussissait? (Analyse des failles)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Où sommes-nous actuellement? 2. Où rêvons-nous d'être? 3. Que devons-nous faire pour y être ? 	<p>Quelles sont nos priorités?</p> <p>Formuler des messages pour chaque partie prenante</p> <p>Quels sont les messages les plus susceptibles de mieux toucher la partie prenante visée?</p>	<p>Recommandations finales, actions critiques y compris ressources, formation/renforcement des capacités pour faire avancer le programme</p> <p>Regard rétrospectif critique:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Qu'est-ce qui a marché? 2. Qu'est-ce qui a moins bien marché

**DISCOURS D'OUVERTURE PRONONCE PAR MONSIEUR LE
SECRETARE PERMANENT DU CONEDD A L'OCCASION DE
L'ATELIER DE FORMULATION DE LA STRATEGIE DE PLAIDOYER
ET DE COMMUNICATION DE L'INITIATIVE-PAUVRETE-
ENVIRONNEMENT AU BURKINA FASO**

(OUAGADOUGOU LE 21 OCTOBRE 2009)

- **Monsieur le Manager de l'Initiative Pauvreté Environnement pour L'Afrique du PNUE basé à Nairobi ;**
- **Madame la représentante de la directrice du centre Pauvreté-environnement du PNUE à Nairobi ;**
- **Monsieur Le point focal de L'initiative pauvreté environnement du Burkina Faso à Nairobi ;**
- **Monsieur le formateur de LEAD ;**
- **Monsieur le Coordonnateur national de l'IPE – Burkina Faso ;**
- **Mesdames/ messieurs les directeurs et chefs de service ;**
- **Honorables invités ;**
- **Mesdames/ Messieurs les participants ;**

C'est un réel plaisir et un honneur pour moi de présider ce matin la cérémonie d'ouverture de l'atelier technique de formulation de la stratégie de plaidoyer et communication de l'Initiative Pauvreté –Environnement du Burkina Faso au nom des autorités du MECV empêchées. Permettez-moi au nom de Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie de souhaiter la bienvenue au Manager de l'IPE, à la Directrice du Centre Pauvreté Environnement, au Point Focal IPE Burkina venus de Nairobi, ainsi que des responsable du Bureau international de communication environnementale et de développement durable(LEAD) dont la présence à nos travaux traduit l'importance que le PNUE accorde au processus IPE de Burkina Faso.

Cette rencontre faut- il le rappeler intervient après la catastrophe naturelle du premier septembre qui a fait des victimes humaines et des dégâts matériels très importants sur des infrastructures socio- économiques. Cette inondation sans précédent vient nous rappeler que les changements climatiques sont réels et leurs impacts visibles.

Cela nous interpelle sur la prise de mesures de précautions et la mise en œuvre d'une bonne gouvernance environnementale.

Elle se tient aussi aux lendemains du forum mondial du développement durable sur le thème : «Changements climatiques : quelles opportunités pour un développement durable». Forum au terme duquel des engagements ont été pris pour la promotion du développement durable.

Elle a lieu enfin, dans un contexte de révision du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté qui prendra désormais la dénomination de Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) pour traduire l'intégration de la dimension Développement Durable dans le cadre de référence de développement économique et social équilibré du pays.

- **Mesdames/Messieurs**

- **Honorables invités**

Avant de rentrer dans le vif du sujet permettez-moi de rappeler les fondements et les enjeux de l'IPE.

L'Initiative Pauvreté – Environnement est un programme conjoint PNUD – PNUE de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable. Il se présente comme une démarche holistique visant à booster et favoriser la croissance pro-pauvre. Les objectifs poursuivis pour l'IPE consistent donc à intégrer les questions environnementales dans les processus de planification et de budgétisation afin de favoriser l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) tout en respectant les priorités nationales en harmonie avec la vision du gouvernement et de ses partenaires au développement. Les points d'entrée identifiés de l'IPE dans notre pays sont :

- la formulation de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (révision du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté) et la formulation du Programme d'Actions Prioritaires correspondant ;
- la formulation du Programme Sectoriel de Développement Rural Productif (PROSDRP) et le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) correspondant.
- **Honorables invités, chers participants,**

L'initiative Pauvreté – environnement a été lancée au Burkina Faso en 2007. Sa concrétisation constitue un défi majeur car il s'inscrit dans le cadre d'une démarche d'innovation et d'excellence et épouse une approche partenariale inter structurelle.

Eu égard au caractère partenarial et participatif du processus, il doit être soutenu par des activités de communication et de plaidoyer continues à l'effet de garantir une acceptabilité sociale du programme dans un contexte de durabilité. Ceci prend en compte l'état de l'environnement et des ressources naturelles, la santé et la sécurité humaine ainsi que l'état de pauvreté des populations dans le processus de décentralisation et la communalisation intégrale.

C'est pourquoi, il est organisé cet atelier de préparation de la stratégie de plaidoyer et de communication de l'IPE Burkina Faso en vue de l'élaboration de la stratégie nationale animé par le Bureau LEAD. Qu'il en soit remercié pour avoir accepté de nous accompagner en partageant leurs expériences et savoirs faire confirmés

L'IPE du Burkina est exceptionnel en ce sens qu'il y est attendu des résultats tangibles eu égard aux expériences menées avec plus ou moins de succès dans 7 pays. C'est dire que l'enjeu est de taille et la réussite un défi voir un pari à gagner. Un tel défi suppose une participation active des acteurs à tous les niveaux.

- **Mesdames/ Messieurs,**
- **Chers participants**

Le dicton dit :

Pour protéger, il faut aimer et pour aimer il faut connaître d'où la place et le rôle déterminant de la formation, de l'information et de la communication dans ce processus IPE.

Ainsi Les objectifs assignés à cet atelier majeur sont :

- identifier les cibles à tous les niveaux : gouvernemental central et décentralisé, les partenaires techniques et financiers, la société civile, le secteur privé ;

- identifier les personnes pouvant jouer le rôle de champions/ambassadeurs IPE c'est-à-dire des personnes-issues du gouvernement, des partenaires techniques et financiers, de la société civile, du secteur privé, des medias ayant un réel pouvoir d'influence sur les décideurs ;
- déterminer où se trouvent ces personnes à savoir dans les institutions, les départements ministériels, les directions etc.
- définir les types de messages et de media à utiliser selon les différents contextes ;
- identifier les voies et moyens pour bâtir des partenariats solides entre l'IPE-Burkina et les secteurs clés du développement ;
- identifier les partenaires potentiels : institutions académiques et structures nationales de recherche pouvant être impliquées dans la mise en œuvre des activités du programme dans l'objectif d'utiliser les activités de l'IPE-Burkina, comme des instruments pour la création de partenariats et assurer une approche participative pour une meilleure appropriation au niveau national.

Les résultats attendus sont essentiellement :

- l'identification des cibles, potentiels champions/ambassadeurs IPE ;
- la détermination de potentiels partenariats ;
- l'identification des différents types de messages/medias à utiliser pour la formulation d'une Stratégie de Plaidoyer et de Communication pour l'IPE-Burkina.

- **Mesdames/Messieurs ;**
- **Honorables Invités ;**
- **Chers participants**

Soixante douze heures durant les acteurs soucieux de la lutte contre la pauvreté pour un développement viable attendent de vous des produits utilisables pour l'élaboration d'une Stratégie de plaidoyer et de communication en vue de garantir un succès à la mise en œuvre de l'IPE Burkina.

- **Mesdames/Messieurs**
- **Chers participants**

Je ne doute nullement de votre engagement et assiduité à partager avec les experts du bureau LEAD les bonnes pratiques en matière de communication et de plaidoyer dans le contexte de la lutte contre pauvreté et du développement durable.

Je ne puis terminer mon propos sans adresser toute la reconnaissance du gouvernement du Burkina Faso à l'endroit du Système des Nations Unies

notamment le PNUD et le PNUE qui nous ont toujours accompagné et qui continuent de le faire dans le cadre de la mise en œuvre cohérente de l'Initiative Pauvreté- Environnement au Burkina Faso.

Tout en vous souhaitant plein succès à vos travaux je déclare ouvert l'atelier national de formulation de la stratégie de plaidoyer et de communication de l'Initiative Pauvreté Environnement au Burkina Faso.

Je vous remercie.

Discours de clôture

**de Monsieur le Secrétaire Permanent du CONEDD
à l'occasion de l'atelier de formulation de la Stratégie
de Plaidoyer et de Communication sur l'Initiative
Pauvreté-Environnement du Burkina Faso (IPE-BF)**

(Ouagadougou, les 21, 22 et 23 octobre 2009)

Octobre 2009

- **Madame la Représentante du Centre Pauvreté Environnement du PNUE,**
- **Monsieur le Point Focal IPE du Burkina Faso,**
- **Messieurs les facilitateurs du Bureau LEAD,**
- **Mesdames, Messieurs les participants,**

Au nom de Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, je voudrais encore une fois de plus vous remercier pour avoir répondu à notre invitation et surtout à votre participation active à cet atelier de formulation

de la Stratégie de Plaidoyer et de Communication sur l'Initiative Pauvreté-Environnement du Burkina Faso (IPE-BF).

Trois jours durant sur la base de méthodes actives notamment participatives et visualisées, vous avez :

- Fait connaissance entre communicateurs et techniciens ;
- Intériorisé l'IPE en général et l'IPE-Burina en particulier, à travers leurs objectifs, les enjeux, le processus, l'état des lieux, les leçons apprises ainsi que les résultats attendus de l'atelier.

Sur la base des informations et de vos échanges, vous avez formulé le point central de l'atelier en ces termes « ***Le Burkina Faso : un pays prospère, démocratique, verdoyant avec une population écocitoyenne ayant un niveau de vie décent et une souveraineté alimentaire basée sur une agriculture durable*** ».

Sur la base de cette vision vous avez déterminé les ponts d'entrée suivants :

1. L'ancrage et l'analyse des parties prenantes,
2. L'identification des cibles prioritaires à savoir :
 - a. *les médias ;*
 - b. *les partenaires Techniques et Financiers ;*
 - c. *le Gouvernement par le biais d'un séminaire gouvernemental et de conseil de cabinet ;*
 - d. *l'Assemblée Nationale notamment la commission Finances et Budget, la commission Environnement et Développement, et la commission Développement Social ;*
 - e. *Le Ministère de l'Economie et des Finances via la Direction Générale de l'Economie et de la Planification et les Directions régionales de l'économie et de la Planification ;*
 - f. *Le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie à travers ses structures centrales et décentralisées ;*
 - g. *Les acteurs clés du développement à tous les niveaux ;*

h. Les industriels dont un message fort, je cite : « s'adapter ou périr »

Au vue des différentes cibles, vous avez formulé les recommandations suivantes :

- **La création d'un Réseau des Communicateurs IPE pour accompagner la stratégie d plaidoyer,**
- **L'Intégration effective des liens Pauvreté Environnement dans le processus national de planification et de budgétisation nationale,**
- **La prise en compte effective des organisations professionnelles agricoles dans tout le processus en tenant compte des réalités du terrain,**
- **L'appui aux Organisations de la Société Civile (OSC) et les Organisations des Producteurs Agricoles (OPA) dans le processus d'information/sensibilisation et les actions concrètes afin de sortir les plus pauvres de la pauvreté tout en préservant les ressources naturelles et l'environnement.**

Ainsi, les résultats auxquels vous êtes parvenu attestent l'atteinte des objectifs et des résultats escomptés de vos travaux.

Chers participants,

Je puis, sans me tromper, affirmer que vous êtes à présent les premiers ambassadeurs de la Stratégie de Plaidoyer et de Communication sur l'Initiative Pauvreté-Environnement du Burkina Faso, car étant les maîtres d'œuvre de sa formulation et engagés son aboutissement. Soyez –en félicités.

Mesdames et Messieurs,

Avant de clore mon propos, je voudrais réitérer toute la reconnaissance des autorités du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie au PNUD, au PNUE et au Bureau LEAD pour leur appui très appréciable à la réalisation du présent atelier.

Espérant fortement que l'IPE Burkina rayonnera grâce à vos actions et initiatives diverses, je vous souhaite bon retour à vos postes et déclare clos, l'atelier de formulation de la stratégie de plaidoyer et de communication sur l'Initiative Pauvreté-Environnement du Burkina Faso.

Je vous remercie.

LISTE DE PRESENCE POUR L'ATELIER DE FORMULATION DE LA STRATEGIE DE PLAIDOYER ET DE COMMUNICATION SUR L'INITIATIVE PAUVRETE-ENVIRONNEMENT DU BURKINA FASO

(OUAGADOUGOU, LE 20 OCTOBRE 2009)

N° d'ordre	Nom	Prénom (s)	Structure	Adresse
1.	COMPAORE	Pendé Rosalie	FEMINA FM	70 14 40 38

N° d'ordre	Nom	Prénom (s)	Structure	Adresse
2.	OUEDRAOGO	René	DCPM/MECV	70 24 04 09
3.	PARE	Cyriaque	Premier Ministère	50 32 44 56
4.	DRABO	Mouhamed	PNGT2	72 23 60 05
5.	OUALY	Labidi	TIN TUA	70 23 85 29 40 77 77 40
6.	HIEN	Sié	DEP/MATD	70 30 16 56 50 32 64 41
7.	NIKIEMA/GOUBA	Raïssa	UICN	50 31 31 50
8.	GUIRA	Ali	CES	71 89 14 97
9.	SIGUE	Cheick	Edition le Pays	70 73 21 00
10.	OUEDRAOGO	Boureima	UO/PEN	70 20 08 74
11.	NANA	Mahama	SP/CONEDD	70 75 23 00
12.	TAPSOBA	Paul	SP/CONEDD	70 33 37 00 70 12 75 65
13.	SEDOGO	Serge Alfred	Consultant IPE	70 21 06 91

N° d'ordre	Nom	Prénom (s)	Structure	Adresse
				78 02 21 22
14.	BAGAGNAN	A. Moussa	DPS///DGEP	70 77 22 81
15.	YARO	Kadidjatou	Radio Voix du Paysan	76 01 02 46
16.	NAMALGUE	G. Hubert	SP/CNS	70 73 23 73
17.	OUEDRAOGO	Seydou	CFD/Léo	76 56 09 05 71 25 71 76
18.	BAOULA	Sery	Radio Nationale	70 35 30 73
19.	SANOU	Ségué	DEP/MRA	50 31 06 93 75 57 59 60
20.	OUEDRAOGO	Kouka	SP/CONEDD	50 31 31 66 70 12 99 06
21.	FOFANA	Idrissa	DGEP/MEF	78 84 80 01
22.	TASSEMBEDO	Yvette	AEPJLN	70 31 82 32

N° d'ordre	Nom	Prénom (s)	Structure	Adresse
23.	SOME/OUATTARA	Kadiatou	DGCT/MATD	70 28 32 73
24.	COMPAORE	Ernest	SPONG	70 25 92 28
25.	BOUDA	Z. Henri Noel	CIFOR/BRAO	76 17 17 31
26.	OUEDRAOGO	Nabyouré	SP-CPSA	70 19 13 69
27.	OUATTARA	Fatoumata	Sidwaya	70 60 08 70
28.	BAKOUAN	Célestin	DCPM/MEF	70 72 47 85

